

Déclaration Manifestation du 10 février 2018 CGT, CFDT, FSU, SOLIDAIRES, CFTC, CFE-CGC, UNSA

Chères et chers amis, chères et chers camarades,

Nous sommes aujourd'hui aux côtés des salariés de l'usine Vallourec de Tarbes.

Bien sûr, nous sommes présents par solidarité avec ces femmes, ces hommes et avec leurs familles. Une fois de plus, des intérêts purement financiers, avec la complicité de l'état, détruisent la vie de familles entières.

Comment ne pas être révoltés lorsqu'on sait que certaines familles venues du Nord de la France auxquelles on avait fait miroiter un avenir serein au pied des Pyrénées, apprennent quelques mois après leur arrivée, que leur entreprise risquait de mettre la clef sous la porte !

Le mépris, l'inhumanité n'ont ainsi plus aucune limite !

Mais ce qui nous rassemble aussi c'est l'avenir de ce département auquel nous sommes toutes et tous profondément attachés.

La fermeture de Vallourec et les suppressions d'emplois annoncées chez Imérys à Beyrède, seraient un nouveau coup très dur porté à notre économie locale. Entre ces deux entreprises, ce sont près de 100 emplois qui sont concernés. C'est un fait reconnu, chaque emploi industriel que l'on supprime, ce sont 3 emplois induits qui disparaissent dans la foulée. Derrières les emplois supprimés à Vallourec et Imérys se profilent de nouvelles suppression chez les prestataires, la sous-traitance, puis le bâtiment, les services publics et en bout de la chaîne, le commerce. **A terme ce sont donc plus de 300 emplois qui disparaîtraient !**

Ce département des Hautes-Pyrénées va continuer de mourir si rien n'est fait !

D'abord ce fut la succession de nombreuses fermetures de grands sites industriels lors des années 80, on peut citer Hugues-Tool, la Ceraver, Soulé à Bagnères, les suppressions successives à l'arsenal, etc... Depuis la fin des années 80, ce sont près de 5000 emplois industriels qui ont été supprimés. La désindustrialisation du département s'est poursuivie avec GIAT, ESK, DIADEM, la COFAZ, PECHINEY-ALCAN, STEE, BOSTIK, CARBONE SAVOIE, CEGELEC, TRI DELTA, MICROCAST, LATELEC, SEB, etc, etc...

L'impact dans l'économie locale ne s'est pas fait attendre puisqu'à partir de 2008, l'emploi global a considérablement diminué avec une perte de 6500 emplois ! Les services publics sont touchés par ces mêmes politiques : fermetures de bureaux de poste (les postiers de Barbazan sont en grève) , fermetures de centres de finances publiques, de classes ou d'écoles, de liaisons SNCF, et le pire est même à venir avec CAP 2022 projetant l'abandon de pans entiers de missions de service public.

Question : Ce que l'état abandonne est-ce encore nos collectivités locales qui vont devoir le supporter ?

Le manque de perspective conduit les jeunes à quitter le département et en conséquence, la population vieillie, stagne, et même diminue depuis 2009, signe implacable d'un territoire qui se meurt !

La précarité du salariat est telle ici que nous avons, tenez-vous bien, un salaire horaire net moyen de 23% inférieur à la moyenne nationale !

Et bien c'est avenir là, nous n'en voulons pas et c'est le message fort que nous portons aujourd'hui !

Nous voulons un vrai avenir pour ce département. Une évidence s'impose, le tourisme seul ne suffit pas !

La seule issue, c'est la relance de l'emploi industriel qui doit générer aussi des services publics forts, maillons incontournables de l'attractivité de notre territoire !

Cela nécessite une volonté politique forte, un état qui redevient stratège dans la politique industrielle.

Cela nécessite de reprendre la main sur de nombreux secteurs d'activités : L'énergie, les transports, les télécommunications, les banques, ...

Cela nécessite de réorienter l'argent public vers la réponse aux besoins plutôt que vers les dividendes aux actionnaires. Ainsi, sur les Hautes-Pyrénées, ce sont 20 millions d'euros qui sont engloutis tous les ans en Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi.

Cela nécessite aussi de se repositionner sur un véritable aménagement du territoire : est-il normal de continuer à engorger une métropole toulousaine qui chaque année progresse de 15000 habitants nouveaux pendant qu'à 150km de là, on devient un désert ? Les moyens de communication autrefois évoqués, ne sont plus une excuse !

Les organisations syndicales ont des propositions de ré-industrialisation comme par exemple la création d'une filière de revalorisation des déchets de l'amiante sur les Hautes-Pyrénées. Mais pour cela, encore une fois, il faut une volonté politique pour la mettre en œuvre. **Dans cet optique nous demandons le lancement d'une mission comprenant les services de l'état, les élus du département et les organisations syndicales avec l'objectif d'élaborer un plan de ré-industrialisation des Hautes-Pyrénées !**

Mais pour développer l'emploi industriel, il faut avant tout pérenniser l'existant et déjà, ne surtout pas voter des lois favorisant les licenciements ou affaiblissant les droits des salariés et de leurs représentants.

Il faut sauver l'emploi industriel existant et notamment les emplois de Vallourec et d'Imérys !

S'agissant de Vallourec, l'état a toutes les cartes en main s'il le veut :

- Il est premier actionnaire de Vallourec avec 17% des parts,
- Il peut et doit faire exécuter le jugement qui impose à Vallourec les travaux d'élimination de vibrations qui pénalisent l'avenir du site tarbais,
- Il doit peser pour que Nexter, dans lequel il détient 50% des parts, se positionne comme repreneur,
- Il doit s'engager à intervenir directement via la BPI pour participer à un montage financier permettant au site d'être pérennisé !

Quand on l'y pousse, l'état est capable de s'engager, ne vient-il pas d'annoncer la semaine dernière un sursis d'un an et un engagement financier pour le site d'ASCOVAL (dont Vallourec détenait 40% des parts d'ailleurs).

Ce lundi 12 février, va se tenir ici derrière nous, dans cette préfecture, une nouvelle réunion plénière. **Nous attendons d'autres réponses que des témoignages de confiance censés nous endormir !**

Chères et chers amis, chères et chers camarades, **nous sommes aujourd'hui 700 manifestants pour exiger un autre avenir à ce département ! Nous n'entendons pas baisser les bras, le combat des salariés de Vallourec est aussi le nôtre et nous resterons à leur côté jusqu'au bout !**